# Description of the part of the

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

REDACTION ET ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17

Roubsix-Tourcoing: Trois mois, as fr. 50. - Six mois, 26 fr. - Un an, 50 fr. Nord, Pas-de-Calcis, Somme, Aisne: Trois mois, as fr. La France et l'Etranger, les frais de poste en sus

Le prix des abonnements est payable d'avance. -- Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire

assujetut a une declaranon prealable les recotants de vin, cidre, poiré, prunes et cerises qui destinent teut ou partie de leur récolte à la distillation, cause une vive émotion parmit tous les députés de l'ouest et du midi.

Un amendement signé par MM. Arthur Legrand, Delafosse, de Mackau et un grand parmer de leurs collèveus prepages la sure nombre de leurs collègues, propose la sup-pression de cette disposition.

Les populations de l'Ouest et du Midi sont habituées au privilège des bouilleurs de cru.

La République leur avait promis de le leur maintenir; elles admettront difficilement cette faillite à des engagements, solennellement

Voter contre la proposition ministérielle du cabinet Ferry, qui, pour l'équilibre instable de son budget, a besoin des quelques millions que cette mesure doit lui procurer, c'est encourir l'excommunication majeure du cabi-net, et se voir exclu de la liste préfectorale aux prochaines élections législatives. D'un autre cèté, voter cette mesure, c'est s'exposer à une impopularité irrémissible auprès des bouilleurs de cru qui ont la tête aussi chaude que l'eau-de-vie qu'ils produisent. Ils sont restés indifférents aux dilapi-

Cette mesure, espérons-le, sera néanmoins votée ; en la proposant, le gouvernement a ien fait. Nous n'hésitons pas à l'en louer. Tout autre doit être notre appréciation en

ce qui concerne les vinaigres.

Le projet de règlement d'administration publique relatif aux vinaigres, en ce moment soumis au conseil d'Etat soulève les critiques les plus fondées.

dations Sénégaliennes, Tunisiennes et Ton kinoises alors que la dette flottante or fondé

suffisait à tout payer ; mais alors qu'il s'agi-ra de subir de nouveaux impôts, ils seront

moins résignes.

ROUBAIX. 16 MARS 1884 ALCOOLS & VINAIGRES

La disposition du projet du budget qui sup-prime la privilège des bouilleurs de cru et assujettit à une déclaration préalable les récol-

faillite à des engagements solennellement

Aussi les députés républicains de ces ré-ions se trouvent-ils dans un étrange em-

Il place sur la même ligne les producteurs des vinaigres de vin et les producteurs de vinaigres d'alcool.

Aux uns et aux autres il impose un rende-ment uniforme de 75 0<sub>1</sub>0. Or, le vin rend en vinaigre 90 010 de la teneur alcoolique, tandis que l'alcool ne

donne que 70 010.

Le projet de règlement édicte un rendement moyen de 75 010 applicable à la fois aux fabricants de vinaigres de vin et de vi-

aux fabricants de vinaigres de vin et de vinaigres d'alcool.

Tandis que les premiers obtiendront une prime de 45 0,0, les autres seront constitués en manquant de 7 à 8 0,0.

Comment cette anomalie étrange a-t-elle pu se glisser dans le projet du règlement préparé par l'administration des contributions indirectes, si compétent cependant dans ces questions?

On assure qu'un prétendu syndicat des fabricants de vinaigre aurait donné le rende-ment moyen de 75 010 comme le rendement

normal. — Or, ce syndicat ne comprendrait que des fabricants de vinaigre de vin.
On connaît le proverbe: Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son.
Il appartient aux fabricants de vinaigre de

la région du Nord de saisir de la question les sénateurs et députés, pour qu'ils échappent à la réglementation exorbitante dont ils sont

On sait par les plaintes mêmes des jourest la gravité de la crise industrielle et con merciale que nous traversons en ce moment. Il résulte cependant de renseignements que publient le XIX° Siècle et l'Evènement qu'un grand nombre de fournisseurs attitrés des ministères des travaux publics et de la guerre seraient des industriels étrangers.

Même dans la majorité ministérielle, on ne paraît pas pleinement rassuré sur les projets qu'on prête au général Millot. On se demande s'il ne serait pas sage au gouvernement de er maintenant des avantages acquis on sait au profit de quels efforts, sans se risquer à pousser les opérations jusqu'à la frontière même de la Chine, au moment où la saison des pluies va décupler les difficultés. On assure qu'un ancien membre de la commission des crédits du Tonkin se proposerait de poser cette question à M. le président du conseil.

Au sujet de la fortune du prince Napoléon, une lettre que M. le baron Brunet publie dans le *Figaro* conteste les assertions si précises d'un article de M. Ph. de Grandlieu. A l'heure où M. le baron Brunet communiquait au Figaro sa lettre, on criait sur la voie publique un factum ignominieusement mensonger qui est intitulé: l'Or des Orleans et qui est un ramas de toutes les calomnies éparses dans les ruisseaux de notre histoire contemporaine. On remarquera d'autant plus la coïncidence que ce factum, du à un ami du prince « pauvre », nous voulons dire du pauvre prince que sert M. Pascal, est attribué à M. Pascal lui-même.

On lit dans l'Univers:

Le Gaulois publiait ce matin, sous une forme qui paraît avoir frompé un certain nombre de personnes, une information dont les détails précis indiquaient que M. Jules Ferry, président du consell, pour régulariser une situation désapprouvée par l'Eglise, aurait fait célèbrer merdi soir son mariage religieux dans la chapelle de la Nonciature.

En réalité, este information n'est qu'une plaisanterie d'un goût plus que douteux, puisqu'on ne craint pas d'y mêler la personne de S. Exc. le Nonce apostolique:

Nonce apostolique: M. Jules Ferry, malheureusement pour lui, n'a Ijen fait pour démériter de la situation qu'il a voulu conquérir auprès des libre-penseurs.

Après la communication par M. Maigne, la réunion extra-parlementaire des députés des régions minières envoya une nouvelle délégation qui fut aussitôt reçue par le ministre. Cette délégation était composée de MM. Maigne, Brossard, Desprez, Mazeron et Giard. Les délégués insistèrent sur la nécessité d'entendre les ouvriers.

M. Raynal a répondu que conformément au désir de la cemmission, et voulant employer tous les moyens possibles de conciliation, il avait envoyé à Valenciennes, où ils devaient se rencontrer avec le préfet du Nord, MM. Guilbot, de Neuville, président du conseil général des mines, Bellet, directeur, de Chancourtois, ingénieur en chef. Ces délégués ont pour mission de parcourir le bassin, de se mettre en rapports avec les représentants des deux partis celui des ouvriers et celui des patrons afin d'arriver à une conciliation.

On télégraphie de Lyon au Gaulois : On télégraphie de Lyon au Gaulois:

(La police recherche toujours, avec une grande activité, l'auteur de la tentative contre M. le comte de Paris. En attendant, voici un fait qui pourrait peut-être serapprocher de cette affaire. Un individu, qui dit s'appeler Ross Raymond et être fils de feu Henry Raymond, du New York Times, s'est présenté à diverses personnes comme correspondant de ce journal, ainsi que du Standard de Londres; il a raconté avoir été blessé lors de la première bataille de Teb.

«Cet individu a donné de faux chèques, à l'aide desquels il s'est fait remettre de l'argont notamment par les consuls américains de Lyon et de Marseille. Singulière coincidence : il a précipitamment quitté Lyon le soir même où le colis destiné au comte de Paris a été remis au commissionnaire Perdreaux.

#### LA JUSTICE CRIMINELLE EN FRANCE

Le Journal officiel d'hier contient un rapport adressé au Président de la République par le garde des sceaux, ministre de la jus-tice, sur l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1882.

En ce qui concerne la France, dont nous avons seulement à nous occuper, le nombre des affaires déférées au jury a été de 3,614, soit une augmentation de 286 sur l'année précédente. Les vols qualifiés et abus de precédente. Les vois qualities et abus de confiance figurent à eux seuls dans ce chiffre pour 1,292. Les crimes contre les personnes sont dans la proportion de 46 010, et ceux contre les propriétés de 54 010.

La moyenne des accusés est de 13 pour 100,000 habitants. Cette moyenne a été dépassés dans 27 département; elle atteint 25 per chapter de des propriétés de 10 pour 100,000 habitants.

sée dans 27 département : elle atteint 25 accusés dans l'Eure, et 27 dans les Bouches-du-Rhône et la Seine. Les Deux-Sèvres, au contraire, ne donnent que 2 accusés pour 100,000 habitants, Parmi les accusés, tes hommes figurent pour 4,134 (86 010) et les femmes pour 680 (14 0<sub>1</sub>0.)

Constatons en passant qu'un tiers des accu-sés du sèxe masculin sont agés de seize à vingt-cinq ans ; il faut remarquer que beaucoup de ces hommes se trouvent sous les drapeaux et que les infractions qu'ils commettent pendant leur service militaire ne figurent pas dans cette statistique.

26 010 des accusés sont illettrés; 70 010 savent lire et écrire, et 4 010 ont reçu une

instruction supérieure. En présence de cette moyenne, on peut s demander si l'enseignement obligatoire est aussi efficace qu'on le prétend pour diminuer la criminalité ?

Dans la statistique générale des casiers ju-diciaires classés en 1882, la Seine-Inférieure ués au régime actuel quelle vient la première, après le département de la Seine, avec 7,324 bulletins de condamnations, soit 46 0100. Les dix départements les plus chargés sont ceux de la région du Nord et du Nord-Ouest. L'Eure compte 2,816 bulletins, soit 16 0100. Les Basses-Alpes n'ont que 564 bulletins, soit 3 0100 ement.

Les hommes sont le plus souvent poussés Les hommes sont le plus souvent pousses au crime par la cupidité. Sur 4,134 qui ont comparu devant le jury, 1833 (4400) étaient accusés de vols ou d'abus de confiance; après ces crimes, ceux dont ils se rendent le plus fréquemment coupables sont les viols et les attentats à la pudeur, 888 (21 0<sub>1</sub>0) et

les meurtres ou les assassinats, 491 (12 010). Le tiers des femmes, 222 sur 680 ou 33 010. sont poursuivies pour des crimes envers

l'enfant.
Sur les 3,644 accusations jugées contradictoirement, 2,248 ou 62 010 ont été complètement admises par le jury; 550 ne l'ont
été qu'avec des modifications qui, dans 279,
laissaient au fait le caractère de crime et, dans 271, le faisaient dégénérer en délit ; ensin, le jury a repoussé 846 accusations, soit 23 0<sub>1</sub>0.

Le rapport regrette que, pour les crimes contre la morale, la moyenne des acquittements ait été de 32 010 en 1882, alors qu'elle n'était de 30 010 en 1881 et de 21 010 de 1871 à 1880.

La peine de mort a été prononcée 35 fois, et les travaux forcés à perpétuité ont été appliqués 120 fois. Il n'y a que 4 condamna-tions à l'amende seulement. La peine capitale, grâce à la large clémence de M. Grévy, a été commuée pour 31 condamnés et n'a été appliquée que 4 fois.

Directeur gérant : ALFRED REBOUX

Les cours d'assises ont été saisies, en veriu de la loi du 29 juillet 1881, de 34 délits politiques et de presse, imputés à 55 individus qui étaient prévenus : 31 de diffamation envers des fonctionnaires, 14 d'outrages aux bonnes mœurs, 8 de provocation à commettre, un crime. 4 d'offenses envers le président de la République et 1 de diffamation envers un témoin. Des acquittements ont été prononcés en faveur de 25 de ces prévenus ; les 30 autres out été condamnés : 9 à l'amende, 13 à un an ou moins d'emprisonnement et 8 à à un an ou moins d'emprisonnement et 8 à plus de 1 an de la même peine.

Les tribunaux correctionnels ont jugé en 1882, 172,136 affaires, soit une diminution de 6,594 sur 1881. Dans ce chiffre figurent 68 délits de presse, 62 délits électoraux, 3.324 délits contre les mœurs et 177 suppres-sions ou expositions d'enfant. Parmi les dé-lits qui ont été plus fréquents en 1882 qu'en 1881, on remarque celui de vagabondage, dont l'accroissement est de 9 0 0.

dont l'accroissement est de 9 0<sub>1</sub>0.

Le nombre des prévenus jugés à la requête du ministère public a été, pour 10,000 habitants, dans le département de l'Eure, de 71, et dans la Seine-Inférieure, de 81.

Dans le chiffre des prévenus, figurent 5,050 enfants de moins de 16 aus. 24.818 prévenus sont âgés de 16 à 21 aus. Ces deux etéécsies formet le circular de 18 de

catégories forment le cinquième de la tota-

Des 5 805 mineurs de 16 ans jugés correctionnellement, 211 l'ont été pour des cri-mes commis sans complices majeurs et n'en-trainant pas de peines perpétuelles : vol qualifié, 98; attentat à la pudeur, 74; incendie de récoltes en tas, 26; tentative de déraille-ment, 9; coups et blessures graves, 5, et faux, 2.

Le rapport constate malheureusement que la récidive continue sa marche envahissante. Que le nombre des accusés et des prévenus 'élève ou s'abaisse, on voit toujours monte s'élève ou s'abaisse, on voit toujours monter la proportion de ceux qui reparaissent devant la justice après avoir été déjà frappés par elle ; de 47 0,0 pour les accusés, il y a dix ans, elle arrive aujourd'hui à 52 0,0; pour les prévenus, l'aggravation est encore plus sensible, de 36 à 44 0,0. La moyenne des prévenus récidivistes atteint 50 0,0 dans la Seine-Inférieure et 52 0,0 dans l'Eure.

Les tribunaux de simple police ont jugé

Les tribunaux de simple police ont jugé en 1882 377,146 contraventions. C'est 8,578 de plus qu'en 1881, mais 25,795 de moins qu'en 1880.

Le nombre des pourvois reçus par la chambre criminelle de la cour de cassation est monté à 1,348 en 1881, à 1,581 en 1882; l'augmentation est presque exclusivement supportée par ceux qui ont été formés en matière criminelle.

A la suite du rapport figurent des rensci-gnements de détail d'un certain intérêt. Nous voyons, par exemple, qu'en 1882 il a été effectué 511 extraditions, dont 182 pour la France et 329 pour les gouvernenents étrangers. Il a été dressé 13,190 procès - verbaux

constatant 11,111 morts accidentelles et 2,079 morts subites naturelles, soit 35 morts pour 100,000 habitants. Un tiers des acci-dents a eu lieu par immersion. L'abus des liqueurs alcooliques entre pour un vingtième dans le nombre des décès : il a fait 508 vic-

La proportion des suicides augmente sans cesse. Le total est successivement monté de cesse. Le total est successivement monte de 6,434 en 1879, à 6,636 en 1880, à 6741 en 1881, pour arriver à 7,213 en 1882; l'accroissement, qui n'avait été que de 1 ou 21100 d'une apnée à l'autre jusqu'en 1881, s'élève tout à coup à 7,100 de 1881 à 1882. Il y a cinq ans, on comptait 71 suicides par 100,000 habitants, soit 1 par 5,736; aujourd'hui il y en a 19 par 100,000 habitants, soit 1 par 5,223.

Le département de la Seine, avec 1,250 suicides, fournit à lui seul près du 6° du chiffre total; c'est 45 pour 100,000 habitants. La moyenne générale, qui est de 19 pour l'ensemble de la France, est dépassée dans 18 départements, parmi lesquels figurent la Seine-Inférieure avec 31 snicides, et l'Eure avec 28 suicides pour 400,000 habitants. Dans la Corse et les Hautes-Pyrénées, la moyenne est de 3 seulement. la moyenne est de 2 seulement.

65 enfants de moins de 16 ans se sont suicidés. L'un d'eux avait à peine 10 ans. 45 010 des suicides ont cu lieu par la pendaison et 27 0/0 par l'immersion. 32 0/0 sont dus à des maladies cérébrales, 16 0/0 à des souffrances physiques, 6 0/0 à l'amour contrarié ou à la jalousie.

ou à la jalousie.

Constatons encore qu'à l'occasion du 14

Juillet il a été accordé des remises, commutations ou réductions de peines à 1,467

condamnés qui subissaient : 36 les travaux forcés à perpétuité, 345 les travaux forcés à temps, 372 la réclusion et 694 l'emprisonne-

En 1881, année d'élections législatives, nombre des demandes en réhabilitation sou-mises aux chambres d'accusation avait été de 1.533 : il est descendu en 1882 à 982.

#### TONKIN

Le ministre de la marine a reçu la dépêche suivante, arrivée en retard, et qui explique les opérations qui ont précédé l'entrée à Bac-Ninh;

Phu-Thuan-Thuan. 9 mars. Général en chef à ministre marine :

Le général Brière de l'Isle a exécuté une mar-che très-pénible hier, et aujourd'hui il seconde le général de Négrier débarqué aux Sept-Pagodes. Pris hier à midi les fortifications de Yen-Ding,

età trois heures, les fortifications de Do-Son. Blessés en petit nombre, un seul officier tué, M. Duched, sous-lieutenant au 23e.

» Réunion du corps expéditionnaire le 11 sur la rive gauche du canal des Rapides, vers Duong.

» Blessés du 8 : Husson, du 23e ; Duval, marin, à bord de l'Aspéc; Conraix, du 23e et un caporal tiralieur tonkinois.

2. de porte qu'on vient de lire est arrivée seulement ce matin, le service du cable est très mal fait.

ment ce matin, le service du câble est très mai fait.

Hai-Phong, lō mars, midi.
Bac-Ninh, 13 mars, 9 h. matin.
Bac-Ninh a été occupé hier soir, à 6 heures.
La colonne de Négrier a soutenu un combat sérieux (village de Ruoi), entre Longshang et Lao-Buoi, sur le Song-Cau. L'ennemi a éte mis en déroute et poursuivi jusque dans Bac-Ninh par la route de Lang-Son.

Les Chinois, démoralisés, ont évacué complètement la place eu désordre. Notre artillerie a fait éprouver à l'ennemi des pertes sérieuses.
On a trouvé dans la citadelle beaucoup de munitions et de l'artillerie.

Aucune explosion de mine n'a eu lieu, comme on le craignait.

Aujourd'hui on poursuit l'ennemi dans la direction de Thai-Nguyen.

Le gouvernement a envoyé par dépêche « toute satisfaction au général Millot et aux braves sol-dats placés sous ses ordres. >

dats placés sous ses ordres. >
Paris, 15 mars.
On mande de Saïgon, en date d'aujourd'hui que des pirates ont capturé, hier, dans les eaux de Haïphong, un petit vapeur marchand et ont massacré le capitaine qui était Français et onze hommes d'éuntages. mes d'équipage. Une expédition a été envoyée à la poursuite de

#### SÉNAT

(De nos correspondants particuliers et PAR FIL SPÉCIAL) Séance du samed: 15 mars 1884. Présidence de M. LE ROYER.

La séance

séance est ouverte à 3 heures 5 minutes procès-verbal de la séance précédente

Félicitations à l'armée du Tonkin

M. de Saint-Vallier croit qu'il serait juste 'envoyer les remerciements et les félicitations d'envoyer les remerciements et les félicitations du Sénat aux braves marins et aux soldats qui viennent, par la prise de Bac-Ninh, de porter si haut le drapeau de la France. M. le président répond que le Sénat tout en-tier s'associera à ces justes et patriotiques paroles.

Crédits divers

Le Sénat adopte ensuite un projet portant ouver-ture et annulation de crédits.

La loi municipale

Les articles 68, 70, 98, 133 et 134 qui avaient été éservés, sont adoptés. Les amendements de M. Barthe, sur la constitu tion des commissions syndicales, pour les com-munes qui ont des droits et des biens indivis, sont

doptés et prendront les numéros 161, 162, 163.
L'article 166 devenu 168 est adopté.
MM. de Gavardie. Delbreil et de Lareinty résentent successivement des observations sur ensemble de la loi.
L'ensemble de la loi est adopté par 191 voix con-

Le Sénat s'ajourne à vendredi. La séance est levée à 6 heures 5 minutes.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL) Séance du samedi 15 mars

Présidence de M. PHILIPPOTEAUX vice-président.

La séance

La séanée est ouverte à 2 heures.

Incident M. le président. Votre président s'est trouvé, depuis la dernière séance, placé dans un assez grand embarras. A la fin de la séance de jeudi, la Chambre a été consultée sur la question de savoir Chambre a été consultée sur la question de savoir si elle reaverrait sa prochaine séance à samedi; deux épreuves, par assis et levé, ayant été déclaries douteuses par le bureau, on proceda à un serutin public, dont vous connaissez le résultat. Il y avait, entre les votants pour et les votants contre, un écart suffisant, 31 voix, pour que le bureau se crût autorisé à ne pas procéder à l'opération de nointage.

reau se critautorise à ne pas procéder à l'opération de pointage.

Mais, à une heure assez avancée de la soirée,
l'étais prévenu que la vérification du scrutin avait
renverse complètement les résultats proclamés.
Ce n'était pas là le fait d'une erreur de la part de
messieurs les secrétaires de la Chambre.
Cette contradiction entre les résultats réels provenait d'un abus considérable de l'usage qui consiste à voter deux et trois fois pour le même collègue, abus que nous avons malheureusement plusieurs fois déjà relevé et qui a placé à plusieurs
reprises votre bureau dans une situation fâcheuse.
On a quelquefois reproché au bureau d'ordonner
des pointages, quand il y avait des écarts de 20 à
25 voix. L'expérience d'avant-hier a prouvé que le
bureau était bien fondé à procéder ainsi, puisque,
même avec un écart de 31 voix, le résultat du vote
risquait de se trouver complètement modifié après
vérification.

J'ai le regret d'ajouter que, dans la séance d'a-

J'ai le regret d'ajouter que, dans la séance d'avant-hier, l'abus si souvent signalé a atteint un degré vraiment excessif.

Pour deux de nos collègues, il semblerait qu'on ait renversé dans l'urne tout un côté de la boîte

Pour deux de nos collegues, il semblerait qu'on ait renversé dans l'urne tout un côté de la boîte contenant leurs bulletins.

Je me défends, comme toujours, d'attribuer ce faità une mauvaise intention, je n'y vois que la conséquence de l'habitude de faire voter par un voisin, habitude qui est allée parfois jusqu'à réunir des paquets de dix à quinze bulletins.

Par surte de quelle erreur, au lieu de paquets de bulletins portant des noms différents a-t-il (été déposé jusqu'à seize et dix-sept bulletins au nom de deux de nos collègues? (Exclamations).

(C'est ce que votre président ne peut se charger d'expliquer, et ce dont nos deux collègues ont le plus à se plaindre.

Toujours est-il, qu'averti, dans la soirée, de ce renversement complet du vote, je me suis trouvé aveir à délibérer sur les deux questions suivantes.

Ce qui est valable, c'est le résultat proclamé en séance, sauf annulation postérieure par la Chambre, comme il y en a des précédents; mais dans le cas dontjil s'agit, l'erseur était irrémédiable,

PRIK DES INSERTIONS ligne, 20 c. - Réclames : 30 c. - Faits divers, 50 c

ABONNEMENTS ET ANNONCES: Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Étienne, 9
Paris, chez MM. Havas, Lapitte et Ce, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Danic-des-Victoires, 34 Bruxelles, à l'Oppier De l'unlichté

la Chambre ayant décidé de ne tenir scance que samedi.

La seconde question était celle de savoir s'i fallait publier immédiatement ce scrutin au Journal officiel.

J'ai cru qu'en présence d'un renversement aussi complet du résultat proclamé, il convenait que la Chambre fût la première avisée. (Très bien, très bien l'or bien l'Orst peurquoi le scrutin ne sera publié que demain au Journal officiel. (Très bien ! très bien!)

L'enseignement que nous devons tirer de l'incident, c'est, d'abord qu'il faudrait mettre fin à cette habitude qui s'est glissée, des servir aussi facilement, en vertu de mandats qui ne sont pas toujours très réguliers, (On rit), qui sont même quelquéfois tout à fait spontanés, des bulletins de voisins ou même de collègues plus cloignés. (Nouveaux rires).

Le second enseignement à tirer, c'est qu'il faut

veaux rires). Le second enseignement à tirer, c'est qu'il faut

Le second enseignement à tirer, c'est qu'il faut absolument aviser à changer notre procédé de scrutin. (Très bien! très bien!)

Le bureau s'est réuni aujourd'hui avant la séance et, comme il lui semblait que le mode de votation que je vous ai déjà soumis et qui est exposé dans les couloirs, ne suffirait pas pour remedier aux vices signalés, il a nommé une commissir chargée de faire un rapport à très bref délai; cette commission examinera s'il n'est pas possible, parmi les différents modes de scrutins qui ont été proposés, quelques-uns par des collègues, de trouver nn procédé qui mit fin à de pareilles irrégularités. (Très bien!)

Ce rapport pourra être fait très promptement et nous vous en soumettrons les conclusions aussitôt que cela nous sera possible. (Très bien!)

nous vous en soumettrons les conclusions aussitôt que cela nous sera possible. (Très bien! très bien!)

J'ajoute qu'aussitôt que j'al été avisé de ce renversement du résultat du scrutia, j'ai voulu procéder moi-même à une vérification: tous les faits, tous les détails que j'ai indiqués sont absolument certains et couverts par l'autorité du président. (Très bien! très bien!)

M. Peytral. — Aussitôt que le fait qui vient d'être soumis à la Chambre m'a été connu, je me suis empressé de me rendre au cabinet de M. le président, auquel j'ai expliqué ce que jedemande à expliquer à la Chambre.

Je ne puis dire combien j'ai été surpris en apprenant, par les journaux, que quinze bulletins à unon nom avaient été trouvés dans l'urne; ma surprise a été d'autant plus grande que j'étais présent dans la salle au momeut du vote.

Il y a là quelque chose de tellement grave, que je devais, après les paroles de M. le président, donner à la tribune cette explication. En terminant, je prie M. le président et le bureau de vouloir bien prendre des mesures pour mettre fin à de pareils agissements. (Très bien! très bien!)

M. le président. — Il faut, en effet, que des mesures soient prises très promptsment.

M. Haentjens, — Il faudrait aussi mettre fin à cet abus qui consiste à indiquer comme n'ayant pas pris part aux votes parce qu'ils sont retenus à certaines commissions, des membres qui étaient présents à la séance.

Il a suffi, en 1868, d'une observation de M. Magnia pour faire cesser cet abus; j'espère que mon observation aura le même résultat. (Très bien! très bien! a droite).

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

La loi sur l'enseignement primaire

Les articles 29 à 40 sont adeptés. La seule modification importante est celle qui at-tribue la révocation des directeurs d'écoles pri-maires supérieures au ministre, sur l'avis du con-

maires superieures au ministre, sur l'avis du con-seil départemental.

Mg? Freppel critique la composition des con-seils départementaux d'instruction publique; no-taniment l'introduction de la directrice de l'école normale d'institutrices. Il demande pourquoi les femmes ne siégeraient pas aussi à la Chambre et au Sénat. Il réclame l'adjonction de délégués des écoles libres et d'un ecclésiastique représentant l'évêché.

l'évêché.

« Un seul lien soutient vos conseils, dit l'orateur; la haine de la religion. Vous voulez la séparation de l'Eglise et des écoles; vous ne l'aurez pas! » (Applaudissements repétés.)
L'amendement de Mgr Freppel est repoussé.

MM. de Lacretelle, Prevos de Launay et

Villiers demandent que les conseillers généraux, délégués aux conseils d'instruction publique, soient nommés par leurs collègues, et non par le mi-

L'amendement, combattu par le gouvernement, ost adopté par 262 voix contre 233.

M. Brisson prononce une courte allocution, rendant hommage à la bravoure des vainqueurs de

Bac-Ninh. La séance est levée.

### COULISSES DU PARLEMENT

Paris, 15 mars.

M. Léon Roquet a déposé un amendement ayant pour but d'établir une taxe militaire sur les citoyens exemptés ou dispensés, à des titres quelconques, du service militaire.

M. Roquet s'est inspiré d'un principe proclamé par diverses législations étrangères, notamment par la loi fédérale suisse du 28 juin 1878, par la loi autrichienne du 13 juin 1880 et par des projets de loi allemands ctitaliens.

En Suisse, la taxe d'exemption militaire consiste en une taxe de six francs et une taxe supplémente.

En Suisse, la taxe d'exemption militaire consiste en une taxe de six francs et une taxe supplémentaire proportionnée à la fortune. En Autriche-Hongrie, le principe posé dans la loi de 1883 a été développé dans la loi de 1880. Le montant de la taxe à payer varie suivant la fortune. Les citoyens sont répartis en quatorze classes suivant leurs ressources; ceux de la première classe payent annuellement cent florins, ceux de la quatorzième classe payentun seul florin, un peuplus de deux francs.

\*\*\* Voici la substance de la proposition de loi sur le égime des mines que déposeront MM. Brousse et régime des mines que déposeront MM. Brousse et Glard. Les concessions des mines feront retour à la na-

Les concessions des inmes as on a control tion, moyennant une indemnité. Elles seront remises, par voix d'adjudication, à des association ouvrières pour un temps terminé.

L'Etat imposera les systèmes de la participation aux bénéfices, pour tous les ouvriers. Un règlemen d'administration publique en déterminera les controls de la control de la contro

L'Etat aura le droit de surveillance le plus ab

L'Etat aura le droit de surveillance le plus absolu, tant en ce qui concerne la conservation de la richesse des mines que la sécurité des ouvriers, les secours en cas d'accidents, etc.

M. Majeron, qui, ainsi que nous l'avons dit, a déposé une autre proposition sur le même sujet, s'est inspiré des grandes lignes du discours de M. Raynal, lors de l'interpellation de M. Giard.

La commission municipale de la Chambre s'est réunie aujourd'hui pour examiner les modifications apportées à la loi municipale par le Sénat. Dans sa précédente séance, elle avait examiné les arti-

estitutions aux conseils ixer les taxes d'octroi.

En résumé, la commission de la Chambre a ré-tabli, sur l'ensemble de la loi, sept dispositions supprimées par le Sénat. Le rapport de M. Ferdinand Dreyfus sera lu lundi à la commission et déposé, dès que le projet de loi aura été renvoyé du Luxembourg au Palais-Baunhor.

#### PETITES NOUVELLES

Le préfet de Madrid a refusé d'autoriser le ban quet fixé au 18 mars, soi-disant en souvenir de la réunion des Cortés à Cadix, en 1832, mais organisé en réalité pour léter l'anniversaire de la Commune

\*\*. Les représentants de la France et de l'Italie réclament par une note conque en termes identi-ques, au prompt paiement des indemnités.

et la coalition des Torys et des radicaux, profitant de l'absence de nombreux libéraux, a tenté une surprise hier à la Chambre des communes, pour renverser le ministère, au moyen de la motion Labouchère, blâmant les opérations militaires de Sourkim, mais cette motion a été rejetré par 111 voix contre 94. Le projet a ainsi été déjoué.

voix contre 94. Le projet a anna été déjoué.

\* La pluie n'a pas cessé depuis hier à Langhouat (Algérie).

L'Oued-Mezi a subi une nouvelle crue et l'écroulement des maisons continue.

Les indigènes évacuent les habitations encore épargnées et demandent des tentes pour camper dans les jardins. Le gouverneur a accordé un premier secours de 1,500 fr.

\*\* M. Tirman est arrivé hier à Tuggurt ; il re-part aujourd'hui pour Eboued.

#### DÉPARTEMENTS

Perpignan. — Nous avons dénoncé, d'après le Roussillon, les fait scandaleux commis à Mont-Louis. On n'a pas oublié qu'il s'agit de faux commis par un maire, le citoyen Rogé, et par un juge de paix, le citoyen Pagès; d'une fraude grave à laquelle le conseil municipal de Mont-Louis a prèté sciemment les mains et qu'un employé de préfecture du bureau des affaires militaires, le citoyen Pagès sils, a organisée, en abusant de ses fonctions. Grâce aux manœuvres de tous ces radicaux, un jeune homme, le sieur Olive, fils d'un conseiller municipal très aisé de Mont-Louis, a été présenté au conseil de révision comme « soutien indispensable de famille. » Le conseil, se basant sur des documents qu'il devait croîne exacts, lui a accordé la dispense du service militaire attaches à ce titre—et cela, au préjudice du fils d'un homme aveugle, chargé d'enfants et réduit à la plus complète misère.

D'autres faits semblables, aussi scandaleux, s'étaient dejà produits dans la même région; les coupables n'ont jamais été poursuivis. Dans la dernière affaire, l'autorité s'est bornée à... remercier l'employé de préfecture Pagès et à faire partir pour son régiment le pseudo-soutien de famille.

Or, les auteurs et complices des fraudes odieuses que nous avons signalées à l'opinion publique et equi l'ont justement soulevée, tombent sous le coup des articles 60 et 65 de la loi sur le recrutement, des articles 46 et 185 du Code pénal. Il y va, pour le maire Rogé, des travaux forcés.

Le Roussillon dénonce de nouveau ces faits et il écrit : « Ou nous calomnions, ou nous disons vrai. Si nous disons vrai, le devoir de l'autorité est de poursuivre avec la dernière rigueur les coupables. Si nous calomnions, elle doit nous trainer devant les tribunaux. »

Bar-le-Duc. — La femme Manille remplaçait pour un instant son mari, garde-barrière au pas-

Bar-le-Duc. — La femme Manille reinplaçait pour un instant son mari, garde-barrière au passage à niveau de la route Nationale; elle est arrivée en retard pour fermer la barrière et a été surprise par un train venant de Verdun. Son cadavre a été relevé à une vingtaine de mètres plus loin, les jambes séparées du tronc.

Mácon. — Depuis longtemps, les deux voituriers aquelet et Lacour étaient en mauvais rapports Paquelet et Lacour étaient en mauvais rapports. Hier, ils se rencontrèrent sur la route de Mison à Pont-de-Vaux. Paquelet, dont la voiture était en avant, se retourna et tira cinq coups de revolver sur Lacour. Celui-ci, quoique griévement blessé, put encore courir sur son adversaire et l'étendit à terre à coups de manche de fouet. Lacour a une balle dans le ventre, qui n'a pu encore être extraite. Les deux hommes sont alités.

Saint-Roch.— Un incendie a réduit en cendres 4 maisons au hameau de la Proverne. Le vent était si violent, que le feu s'est comm sons d'un hameau voisin.

## BULLETIN ÉCONOMIQUE

Incapacité commerciale et industrielle. L'Economiste français est de fort mauvaise humeur, depuis quelque temps sur-tout. Le malaise dont souffrent notre commerce et notre industrie le trouble évidem ment. Mais ne voulant point avouer qu'il est dù, en partie au moins, à la législation éco-nomique qu'il a tant préconisée, et à l'article 11 du traité de Francfort, dont cette législation a fait, comme nous l'avoirs démontré, une arme contre la France, il s'en prend aux négociants et industriels français, qu'il taxe d'incapacité. C'est assez l'habitude des écono-mistes libéraux d'accabler de leur dédain nos industriels; mais, cette fois, la chose semble passer quelque peu les bornes. Voici, en effet, en quels termes s'exprime l'*Economiste* français, dans son numéro du 23 février :

. Au lieu d'attribuer la crise, dont la France Au lieu d'attribuer la crise, dont la France commence à sentir les effets, à ses causes réel-les, dit-il, à la surcharge énorme de nos dé-penses publiques, au haut prix des salaires et surtout à l'incapacité commerciale de la plu-